

ARRÊTÉ

Services Techniques

ARRETE N°A2026_017

Prolongation d'arrêté n°2025-297 du 05/11/2025
Réhabilitation du réseau d'assainissement
Chemin de la Forêt Verte (entre la rue des Chasses et la rue Uelzen)
Du 31/01/2026 au 31/07/2026

INSTRUCTION
Métropole Rouen Normandie
Pôle de Proximité Plateaux-Robec

N. REF : AH/SD/
Tél : 02 35 52 48 20

DECISION ET SIGNATURE
Commune de Bois-Guillaume

Le Maire de la commune de Bois-Guillaume

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213.1 et suivants,
- Le Code de la Route, et notamment ses articles R.417-6 et suivants,
- L'avis favorable de la Métropole Rouen Normandie, gestionnaire depuis le 1er janvier 2015, des espaces publics dédiés à la circulation,
- La demande de l'entreprise SOGEA NO TP, en date du 20 janvier 2026,

CONSIDERANT

- La nécessité de procéder à des travaux réhabilitation du réseau assainissement, situés Chemin de la Forêt Verte (entre la rue des Chasses et la rue Uelzen) à Bois-Guillaume, il y a lieu de prendre des mesures de sécurité pendant la durée de l'intervention, effectuée par l'entreprise SOGEA NO TP – 101 rue de Stalingrad – 76140 LE PETIT-QUEVILLY.

ARRETE

ARTICLE 1 :
Du 31/01/2026 au 31/07/2026.

La CIRCULATION Chemin de la Forêt Verte (rue des Canadiens – rue Uelzen) de tous cycles et véhicules sera interdite pendant la durée indiquée.

Les riverains auront accès de part et d'autre du chantier et selon l'avancement du chantier.

Une déviation sera mise en place l'entreprise par la rue des Canadiens et l'Avenue de l'Europe ou par la rue des Chasses et Petite rue des Chasses.

L'accès aux commerces entre la Petite rue des Chasses et la rue d'Uelzen sera maintenu.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif préalable exercé dans un délai de deux mois à compter de sa notification, éventuellement suivi d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de ROUEN dans les mêmes délais. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télerecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

- Le STATIONNEMENT de tous cycles et véhicules sera interdit. Il sera strictement réservé aux engins, véhicules de chantier et zone de stockage.

Un cheminement « piétons » sécurisé et balisé sera mis en place par l'entreprise et/ou dévoyé sur le trottoir opposé.

ARTICLE 2 :

La signalisation des travaux ainsi que les protections nécessaires à la sécurité des automobilistes, des cyclistes et des piétons seront fournies et mises en place par l'entreprise SOGEA NO TP, et sous sa responsabilité pendant la durée du chantier.

ARTICLE 3 :

L'entreprise SOGEA NO TP, chargée des travaux, sera dans l'obligation d'afficher et de distribuer copie du présent arrêté aux riverains concernés, deux jours avant le démarrage des travaux.

L'accès aux propriétés riveraines sera, dans la mesure du possible, maintenu tout au long de cette opération ainsi que pour les véhicules d'urgence, et redeviendra libre en dehors des heures d'activités de l'entreprise.

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services de la Métropole.

ARTICLE 4 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements.

ARTICLE 5 :

**Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Contrôleur Général de la Sécurité Publique,
Monsieur le Chef du service de la Police Municipale,
L'entreprise SOGEA NO TP, (aurelien.thiverny@vinci-construction.fr)
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.**

**Dont une ampliation sera transmise à la Métropole Rouen Normandie :
Service des Déchets Ménagers et Assimilés,
Service des Transports,
Régie de l'Eau et de l'Assainissement.**

Fait à Bois-Guillaume, le 20 janvier 2026

le Maire,



Théo PEREZ

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif préalable exercé dans un délai de deux mois à compter de sa notification, éventuellement suivi d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de ROUEN dans les mêmes délais. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr